COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE RIMOUSKI

N° : 100-17-001284-126

DATE : 16 avril 2012

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE GILLES BLANCHET, j.c.s.

MARC-ANDRÉ JOURDAIN, domicilié et résidant au [...], Rimouski (Québec) [...],
district de Rimouski

Demandeur

c.

L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI (UQAR), ayant sa place d'affaires au 300,
allée des Ursulines, Rimouski (Québec) G5L 3A1, district de Rimouski

Défenderesse

et

THOMAS BRIAND GIONEST, en sa qualité de président de l'Association générale
étudiante du campus de Rimouski (AGECAR), 300, allée des Ursulines, local E-
220, Rimouski (Québec) G5L 3A1, district de Rimouski

et

SAMIE SAINT-ARNAULT, en sa qualité de vice-présidente externe de
l'Association générale étudiante du campus de Rimouski (AGECAR), 300, allée
des Ursulines, local E-220, Rimouski (Québec) G5L 3A1, district de Rimouski

et

FRANCIS CHOUINARD, en sa qualité de vice-président interne de l'Association générale étudiante du campus de Rimouski (AGECAR), 300, allée des Ursulines, local E-220, Rimouski (Québec) G5L 3A1, district de Rimouski

et

ANDRÉANNE ROY, en sa qualité de vice-présidente à la formation de premier cycle de l'Association générale étudiante du campus de Rimouski (AGECAR), 300, allée des Ursulines, local E-220, Rimouski (Québec) G5L 3A1, district de Rimouski

et

ANDRÉANNE TÉTREAUULT, en sa qualité de vice-présidente au développement durable de l'Association générale étudiante du campus de Rimouski (AGECAR), 300, allée des Ursulines, local E-220, Rimouski (Québec) G5L 3A1, district de Rimouski

et

SIMON LONGPRÉ, en sa qualité de secrétaire-général de l'Association générale étudiante du campus de Rimouski (AGECAR), 300, allée des Ursulines, local E-220, Rimouski (Québec) G5L 3A1, district de Rimouski

et

L'ASSOCIATION GÉNÉRALE ÉTUDIANTE DU CAMPUS DE RIMOUSKI (AGECAR), ayant sa place d'affaires au 300, allée des Ursulines, local E-220, Rimouski (Québec) G5L 3A1, district de Rimouski

Mis en cause

ORDONNANCE D'INJONCTION
INTERLOCUTOIRE PROVISOIRE

[1] Étudiant à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), le demandeur réclame une ordonnance d'injonction interlocutoire provisoire enjoignant l'institution de dispenser les cours inscrits à son programme et ordonnant à l'Association générale étudiante du

campus à Rimouski (AGECAR) de lui laisser le libre accès aux locaux dans lesquels ces cours doivent être donnés.

Contexte

[2] Le demandeur est inscrit comme étudiant à temps complet au baccalauréat en ingénierie mécanique de l'UQAR, au campus de Rimouski, étant précisé que l'institution compte aussi un second campus à Lévis.

[3] Contrairement aux membres de l'Association générale étudiante du campus de Lévis, qui ont voté contre le déclenchement d'une grève générale illimitée le 12 octobre 2011, ceux de l'Association du campus à Rimouski se sont prononcés en faveur d'une telle mesure le 22 février 2012.

[4] Le 27 février, la direction de l'UQAR a décidé de suspendre les cours au campus de Rimouski, d'abord jusqu'au 12 mars, puis jusqu'à nouvel ordre. Après avoir reçu une mise en demeure du demandeur, appuyé de cinquante-huit (58) autres étudiants, le 2 avril, elle a répondu qu'elle ne pourrait y donner suite, en précisant que cette décision « *s'inscrit dans le respect de la volonté de la communauté étudiante, le tout, dans un souci d'équité, de paix sociale et d'ordre au sein de son institution* ».

[5] Le demandeur dit être en droit d'exiger que l'UQAR dispense les cours inscrits à son programme de baccalauréat. Un retard au-delà du lundi 16 avril courant, soutient-il, aurait comme conséquence « *de retarder minimalement de quatre (4) mois l'obtention de son diplôme en ingénierie mécanique et son entrée dans l'ordre des ingénieurs* ».

[6] Dans un affidavit détaillé souscrit le 12 avril par Mme Johanne Boisjoly, doyenne aux affaires départementales, l'UQAR adopte une position neutre, mais fait valoir que si la reprise des cours devait avoir lieu après le lundi 16 avril courant, il serait « *presque impossible* » pour elle de se conformer à une ordonnance « *en raison d'impératifs liés à la logistique de l'organisation de la reprise des cours* ». Elle ajoute que certains cours du trimestre d'hiver pourraient être annulés, dont l'un de ceux auxquels le demandeur est inscrit, et que le trimestre d'été s'en trouverait affecté.

[7] Cet unique affidavit de l'UQAR et les représentations formulées à l'audience par son procureur constituant, à toutes fins utiles, un acquiescement à la demande.

[8] L'AGECAR et les mis en cause, qui forment son exécutif, contestent quant à eux la requête. Ils soutiennent que la demande ne rencontre aucun des critères régissant le recours à l'injonction interlocutoire, particulièrement au stade provisoire.

[9] Sur demande des mis en cause, qui tenaient une assemblée spéciale ce jeudi 12 avril, à compter de 12 h 45, la présentation de la requête, prévue le même jour à 14 h, a été reportée au lendemain 13 avril, à 9 h 30. À l'audience, il est établi qu'au terme de l'assemblée spéciale de la veille, l'AGECAR a prévu une nouvelle assemblée spéciale de ses membres, le jeudi 19 avril, pour la tenue d'un vote sur l'opportunité de continuer ou non la grève générale décidée le 22 février 2012.

[10] Par ailleurs, entre autres pièces au soutien de leur contestation, les mis en cause déposent un avis de convocation à une réunion spéciale de la Commission des études de l'UQAR, prévue pour le vendredi 20 avril 2012, à 9 h, tant au campus de Lévis qu'à celui de Rimouski. Il est admis que cet avis, non daté, a été donné par M. Alain Caron, secrétaire général, le mercredi 10 avril courant, soit deux jours avant l'introduction de la demande en injonction.

[11] L'ordre du jour proposé pour cette réunion comporte un seul poste: «*Modification aux calendriers universitaires 2011-2012 et 2012-2013 pour le campus de Rimouski (...) et dérogation à l'application de certains documents officiels en lien avec cette modification (...)*».

Analyse et décision

[12] Le recours à l'injonction est prévu à l'article 751 du Code de procédure civile :

751. L'injonction est une ordonnance de la Cour supérieure ou de l'un de ses juges, enjoignant à une personne, à ses dirigeants, représentants ou employés, de ne pas faire ou de cesser de faire, ou, dans les cas qui le permettent, d'accomplir un acte ou une opération déterminés, sous les peines que de droit.

[13] L'article 752 prévoit les conditions pouvant justifier l'émission d'une ordonnance d'injonction interlocutoire, pour valoir pendant l'instance, c'est-à-dire pendant la période de temps qui s'écoulera entre la date de présentation initiale et le jour où la demande sera entendue sur le fond :

752. Outre l'injonction qu'elle peut demander par requête introductive d'instance, avec ou sans autres conclusions, une partie peut, au début ou au cours d'une instance, obtenir une injonction interlocutoire.

L'injonction interlocutoire peut être accordée lorsque celui qui la demande paraît y avoir droit et qu'elle est jugée nécessaire pour empêcher que ne lui soit causé un préjudice sérieux ou irréparable, ou que ne soit créé un état de fait ou de droit de nature à rendre le jugement final inefficace.

[14] Enfin, l'article 753 prévoit la possibilité d'obtenir une ordonnance provisoire s'il y a urgence à intervenir avant que le tribunal ne puisse disposer de la demande au stade interlocutoire :

753. La demande d'injonction interlocutoire est faite au tribunal par requête écrite appuyée d'un affidavit attestant la vérité des faits allégués et signifiés à la partie adverse, avec un avis du jour où elle sera présentée. Dans les cas d'urgence, un juge peut toutefois y faire droit provisoirement, même avant qu'elle n'ait été signifiée. Toutefois, une injonction provisoire ne peut en aucun cas, sauf du consentement des parties, excéder 10 jours.

[15] Pour obtenir l'ordonnance au stade provisoire, le demandeur doit, bien sûr, établir une situation d'urgence (753 C.p.c.), mais il lui faut démontrer d'abord que la demande rencontre les critères très stricts donnant ouverture à l'injonction au stade

interlocutoire, développés dans une volumineuse jurisprudence autour des articles 751 et suivants du Code de procédure civile.

[16] Si les principes régissant l'émission d'une ordonnance d'injonction interlocutoire sont aujourd'hui connus et bien compris, rarement ont-ils été exprimés avec autant de clarté, de précision et de concision que sous la plume du juge Owen, de la Cour d'appel, dans l'arrêt *Société de développement de la Baie James c. Kanatewat*.¹ Bien que remontant à plus de trois décennies, cet arrêt résume de façon toujours actuelle les principes applicables à l'injonction interlocutoire, comme en fait foi un examen de la jurisprudence plus récente en cette matière.²

[17] L'article 752, écrit le juge Owen, impose au requérant en injonction interlocutoire de franchir deux obstacles successifs. D'abord, il doit convaincre le tribunal qu'il paraît avoir droit à l'injonction, c'est-à-dire que son droit présente des chances raisonnables d'être un jour reconnu par le jugement final. Il s'agit du critère de l'apparence de droit.

[18] Dans une deuxième étape, s'il franchit avec succès le premier test, le requérant doit démontrer que, pendant les délais inhérents à l'obtention d'un jugement final, si une injonction interlocutoire n'a pas été émise au départ, il subira un préjudice sérieux ou irréparable, ou qu'il risquera de se créer une situation de fait ou de droit qui rendrait le jugement final inefficace. Il s'agit du critère du préjudice irréparable.

[19] Le juge Owen précise qu'au stade interlocutoire, le droit invoqué par le requérant pourra paraître soit clair, soit douteux, soit inexistant. Si le droit paraît clair à ce stade des procédures, l'injonction sera émise, sans plus d'analyse, alors qu'elle sera refusée si le droit invoqué paraît inexistant.

[20] Si toutefois, comme c'est souvent le cas au stade préliminaire, le droit invoqué paraît incertain ou sujet à une évaluation plus approfondie lors du procès à venir sur le fond, le Tribunal devra se demander qui, du demandeur ou du défendeur, risquerait de subir le préjudice le plus important selon que l'injonction, au stade interlocutoire, aura été émise ou non. Il s'agit du critère du poids des inconvénients.

[21] Enfin, si le juge est saisi, comme ici, d'une demande d'injonction provisoire, il lui faudra, avant de l'émettre, se convaincre que le demandeur sera exposé à un préjudice grave, non réparable par une compensation en argent, si un ordre n'est pas émis pour la très courte période à courir, généralement de quelques jours, entre la présentation de

¹ (1975) C.A. 166.

² *A.I.E.S.T., local de scène numéro 56 c. Société de la Place des Arts de Montréal*, C.S. Can. 28952, 2004-01-29, AZ-50216935, J.E. 2004-376, D.T.E. 2004T-138; *Jean-Jacques c. Legault*, 2002-05-15, AZ-50127101, J.E. 2002-951; *Société Radio-Canada c. Courtemanche*, [1999] R.J.Q. 1577 (C.A.), AZ-99011442, J.E. 99-1250; *Copiscope inc. c. T.R.M. Copy Centers (Canada) Ltd.*, 1998-12-04, AZ-99011068, J.E. 99-77; *Brassard c. Société zoologique de Québec inc.*, (1995) R.D.J. 575 (C.A.); *Varnet Software Corp. C. Varnet U.K. Ltd.*, (1994) R.J.Q. 2755 (C.A.); *Gravel c. Gravel Assurances inc.*, (1991) R.D.J. 147 (C.A).

la requête et celle à laquelle le tribunal pourra disposer de la demande au stade de l'injonction interlocutoire.³ Il s'agit du critère de l'urgence.

[22] S'il est vrai que l'urgence constitue l'exigence la plus fondamentale à l'émission d'une injonction au stade provisoire, il reste que la demande, si urgente soit-elle, doit avant tout rencontrer les critères régissant l'ordonnance d'injonction interlocutoire, soit (1) l'apparence de droit, (2) le préjudice irréparable et (3) le poids des inconvénients. Le Tribunal estime donc approprié d'analyser d'abord la demande sous l'angle de ces critères généraux, pour ensuite décider s'il y a ou non urgence à statuer par le prononcé d'une ordonnance d'injonction provisoire.

L'apparence de droit

[23] Que ce soit en vertu de la loi ou du contrat civil résultant d'une inscription dûment acceptée, il ne saurait faire de doute qu'une institution d'enseignement universitaire a le devoir de dispenser à ses étudiants les cours figurant aux programmes dans lesquels ils sont inscrits. Certes, il s'agit d'une obligation de moyens, et non de résultat, de sorte qu'une institution ne saurait être contrainte par injonction de dispenser des cours qu'elle est empêchée de donner par cas de force majeure, comme par exemple dans le cas d'une grève légale de son personnel enseignant.

[24] Dans la présente affaire, en l'absence d'un tel empêchement, la suspension de cours décrétée le 27 février pourrait bien, malgré ses objectifs légitimes, constituer une violation par l'UQAR de ses obligations envers ceux de ses étudiants qui, favorables ou non au dégel des frais de scolarité au Québec, désirent poursuivre sans entrave leur programme d'études du trimestre en cours.

[25] Comme le suggérait le juge Jean Lemelin dans deux récents jugements rendus sur une toile de fond analogue⁴, il paraît fort douteux que le mouvement de boycottage engagé par divers groupes d'étudiants au Québec, au cours des dernières semaines, puisse être vu comme une entrave légale du même type qu'une grève. Voici comment il s'exprime dans le dossier *Morasse c. Université Laval* :

En effet, il ne s'agit pas ici d'une grève légale au sens juridique du terme en droit québécois. Les lois du Québec consacrent le droit à la grève à certaines personnes et à certaines conditions très strictes. Le boycottage des étudiants ne peut pas être assimilé à une grève. Il n'a pas la légalité d'une grève et ne jouit pas de la protection que les tribunaux accordent à une grève légale.

[26] De fait, contrairement au domaine des relations de travail, où un vote de grève lie l'ensemble des travailleurs concernés, il n'existe dans notre droit aucun système en

³ *Bécancour (Ville de) c. Élevages Bouvreuil*, A.E./P.C.2004-3370 (C.S.); *Plaisirs gastronomiques inc. c. Procédés Armorique, s.e.c.*, A.E./P.C.2004-2942 (C.S.); *Deslauriers c. Agence métropolitaine de transport*, SOQUIJ AZ-50179236, J.E. 2003-1506, A.E./P.C. 2003-2733 (C.S.).

⁴ *Déry c Duchesne & als*, C.S. Alma 160-17-000015-129 (30 mars 2012); *Morasse c. Université Laval*, C.S. Québec 200-17-016231-128 (12 avril 2012).

vertu duquel chaque membre d'une association étudiante serait lié par une décision, même majoritaire, prévoyant le boycottage des cours comme moyen de pression.

[27] Cela dit, parce que le droit des uns, en société, s'arrête là où commence celui des autres, le demandeur ne saurait exiger la mise en place de mesures qui auraient pour conséquence de priver les tiers d'un droit aussi fondamental que celui à la liberté d'opinion et d'expression. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce, puisque l'ordonnance d'injonction, telle que recherchée contre l'AGECAR et les autres mis en cause, exigerait seulement qu'ils n'entravent pas le libre accès aux locaux dans lesquels le demandeur recevrait ses cours.

[28] Dans ce contexte, comme le faisait observer le juge Bernard Godbout dans la récente affaire de *Proulx c. Université Laval & al.*⁵, les droits des uns et des autres ne sont pas nécessairement contradictoires :

[31] D'une part, il apparaît à ce stade-ci que M. Proulx a le droit d'avoir accès aux locaux où est dispensé l'enseignement qu'il reçoit de l'Université Laval.

[32] D'autre part, rien n'empêche les personnes qui le souhaitent d'exercer leur droit à la liberté d'opinion ou d'expression. D'autant plus que rien ne démontre dans la preuve qu'elles seront empêchées d'exercer leurs droits si M. Proulx a accès aux locaux où est dispensé l'enseignement qu'il reçoit de l'Université Laval.

[29] À l'instar du juge Godbout, le Tribunal conclut que la requête du demandeur en l'instance satisfait pleinement le critère de l'apparence de droit, aussi bien à l'égard de l'UQAR, qui le reconnaît de façon implicite, qu'à l'égard de l'AGECAR et des autres mis en cause.

Le préjudice irréparable

[30] L'UQAR, comme nous l'avons vu, fait ressortir dans l'affidavit de Mme Boisjoly l'extrême complexité du processus d'élaboration d'un scénario qui permettrait de sauver le trimestre d'hiver dans l'éventualité où il n'y aurait pas eu reprise des cours à la date même du présent jugement, le lundi 16 avril 2012. L'annulation de l'un des cours suivis par le demandeur est déjà prévue et chaque jour qui passe rapproche l'échéance des contrats des chargés de cours affectés au programme de génie.

[31] Certes, comme le fait voir l'avis de convocation à une prochaine réunion de la Commission des études, l'UQAR n'a pas abandonné tout espoir et envisage même de déroger à ses propres règlements internes pour arriver à modifier non seulement son calendrier universitaire de l'année en cours, mais aussi celui de l'année 2012-2013.

[32] Cela dit, pour avoir droit à l'injonction au stade interlocutoire ou provisoire, le demandeur n'a pas à démontrer la certitude absolue d'un préjudice irréparable, mais

⁵ *Proulx c. Université Laval* (C.S., 2012-04-03), 2012 QCCS 1384, SOQUIJ AZ-50845148.

bien plutôt la forte probabilité ou le risque sérieux d'avoir à subir un tel préjudice si une ordonnance préventive n'a pas été émise.

[33] Or, en l'espèce, la réunion de la Commission des études, prévue pour le 20 avril, n'offre actuellement aucune garantie à quiconque, plus particulièrement en ce qui a trait au module de génie, dans lequel est inscrit le demandeur. Par ailleurs, rien ne permet d'affirmer que la prochaine assemblée spéciale de l'AGECAR, le 19 avril, débouchera sur la cessation des moyens de pression et sur une reprise des cours à l'UQAR.

[34] Dans ce contexte, il ne fait pas de doute que le demandeur est actuellement exposé à un risque sérieux d'annulation de l'un ou plusieurs de ses cours du présent trimestre et que l'obtention de son diplôme pourrait en être retardée de plusieurs mois. La demande respecte donc le critère du préjudice irréparable. Il suffit en effet, pour s'en convaincre, d'imaginer par quel moyen et auprès de qui le demandeur pourrait espérer obtenir une compensation adéquate.

Poids des inconvénients

[35] Le critère du poids des inconvénients, s'il était soulevé par l'UQAR, constituerait peut-être un obstacle majeur à l'émission d'une ordonnance d'injonction, compte tenu des multiples contraintes administratives et autres auxquelles l'institution pourrait avoir à faire face pour se conformer à l'ordre du tribunal.

[36] Or l'UQAR, justement, s'inscrit plutôt dans une démarche d'appui à l'égard de la demande, si bien que la question du poids relatif des inconvénients, à toutes fins utiles, ne se pose plus que vis-à-vis l'AGECAR et les mis en cause, de qui on exige seulement qu'ils n'entravent pas le libre accès du demandeur à ses salles de cours. Il s'agit donc de se demander qui, du demandeur ou des mis en cause, subirait le dommage le plus important selon que cet ordre précis serait émis ou non.

[37] Poser la question, c'est à la fois y répondre, puisque le respect du libre accès aux locaux, de toute évidence, ne saurait en lui-même occasionner aucun préjudice à quiconque.

L'urgence

[38] Selon l'AGECAR et les mis en cause, il n'y aurait pas ici urgence, au sens prévu à l'article 753 C.p.c., puisque l'UQAR elle-même espère encore être en mesure de modifier son calendrier de l'année en cours lors d'une réunion prévue pour le vendredi 20 avril prochain (pièce M-3). Par ailleurs, ajoutent les mis en cause, à la veille même de cette prochaine réunion de la Commission des études, l'AGECAR tiendra un vote qui pourrait mettre un terme immédiat aux moyens de pression des étudiants ou, à tout le moins, au boycottage des cours.

[39] L'avis de convocation M-3, à sa face même, signifie seulement que l'UQAR se propose de discuter du remaniement de ses calendriers universitaires sur une longue

période, incluant 2012-2013, et de voir la possibilité de déroger à certains règlements pour y parvenir. De l'avis du Tribunal, cet avis de convocation, donné le mardi 10 avril, n'atténue en rien les risques évoqués dans l'affidavit détaillé donné deux jours plus tard par Mme Boisjoly, doyenne aux affaires départementales de l'UQAR.

[40] Or, il s'agit là de risques sérieux et immédiats qui, sans représenter une certitude absolue, s'annoncent néanmoins avec un fort degré de probabilité, d'où l'urgence.

[41] Au moment de conclure, le Tribunal croit à propos de rappeler que le demandeur agit en l'instance pour lui seul, et cela à l'égard de six (6) cours précis, qu'il demande de recevoir conformément aux conditions de son inscription. L'UQAR, seule partie à être visée par cette demande spécifique, ne s'y oppose pas, sans pour autant l'appuyer ou y acquiescer de façon formelle.

[42] Ainsi, au-delà même de tous les critères applicables en droit, rien ne fait obstacle à l'émission d'une ordonnance d'injonction provisoire enjoignant l'UQAR de dispenser, au demandeur seulement, les cours identifiés dans sa requête, laissant par ailleurs l'institution parfaitement libre de maintenir, à l'égard de tous ses autres programmes de cours, la suspension décrétée le 27 février 2012.

[43] Quant à l'AGECAR et aux autres mis en cause, il ne sont visés en réalité que par une seule conclusion de la requête, relative à l'accès aux locaux, et sur laquelle ils ne disposent d'aucun motif sérieux d'opposition en fait ou en droit.

[44] À cette étape préliminaire du dossier, il n'y a pas lieu de prévoir une caution ni d'adjuger sur les dépens, qui suivront l'issue du litige.

[45] **POUR CES MOTIFS, LE TRIBUNAL :**

[46] **PRONONCE PROVISoireMENT** jusqu'au 23 avril 2012, 15h00, une injonction interlocutoire enjoignant l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) de recommencer à dispenser au demandeur les cours suivants, cela dans les 24 heures de la signification de la présente ordonnance, savoir :

- ❑ Résistance des matériaux / GEN20199
- ❑ Circuits électriques I / GEN22105
- ❑ Circuits logiques / GEN25295
- ❑ Analyse des systèmes linéaires / GEN27108
- ❑ Transmission de chaleur / GEN46105
- ❑ Conception des systèmes mécatroniques / GEN37408

[47] **ORDONNE** à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) de communiquer la présente ordonnance à toute personne à qui elle pourra juger à propos de le faire pour être en mesure, comme propriétaire et responsable des lieux, d'en assurer de la bonne exécution;

[48] **ORDONNE** aux mis en cause, l'Association générale étudiante du campus de Rimouski (AGECAR) et les membres de son comité exécutif, de même qu'à toute autre personne informée de la présente injonction interlocutoire provisoire, de laisser en tout temps au demandeur le libre accès aux locaux de l'UQAR dans lesquels pourraient être dispensés les six (6) cours mentionnés à la présente ordonnance;

[49] **DISPENSE** le demandeur de fournir caution ;

[50] **FRAIS À SUIVRE.**

GILLES BLANCHET, j.c.s.

Me Pierre Bousquet
MICHAUD JONCAS & ASSOCIÉS
Procureurs du demandeur

Me François Bérubé
CAIN LAMARRE CASGRAIN WELLS
Procureurs de la défenderesse

Me Félix-Antoine Dumais Michaud
Procureur des mis en cause

Date d'audience : 13 avril 2012